

Ces trois catégories de dépenses suffiraient à équilibrer le compte d'une économie ne faisant aucune transaction avec le monde extérieur. Il faudrait un autre ajustement aux dépenses nationales brutes pour tenir compte des transactions internationales du Canada. Cet ajustement se fait en soustrayant les importations courantes de marchandises et de services des exportations courantes. Si les exportations du Canada excèdent ses importations, cela veut dire qu'une portion de la production nationale brute n'est pas disponible pour distribution au Canada et la valeur de cette différence doit être ajoutée aux catégories de dépenses énumérées ci-dessus. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si les importations sont supérieures aux exportations, la dépense pour marchandises et services au Canada est plus forte que la production et doit être contre-balancée par une déduction équivalente de la dépense nationale brute. Une partie de l'ajustement nécessaire est comprise dans le tableau 2 sous la rubrique des placements nets des particuliers à l'étranger, et une autre partie est comprise dans les dépenses du gouvernement. Il est à remarquer que les chiffres sous la rubrique des placements nets des particuliers à l'étranger ne correspondent pas à la balance internationale nette du compte courant. La divergence est particulièrement considérable au cours des dernières années parce qu'une large part des exportations de temps de guerre est comprise dans les dépenses du gouvernement (tableau 2, item 1).

Comme la dépense nationale brute est un calcul de toutes les ventes de produits finis et de services, elle indique la façon dont les constituants de la production nationale brute sont dépensés. L'étude de la répartition de la dépense nationale, comme la décrit le tableau 2, révèle l'expansion formidable de la part de la production du pays absorbée par la dépense du gouvernement et la mesure dans laquelle cette expansion reposait sur les exigences de guerre. En 1938, les divers gouvernements n'ont acheté que 18 p.c. seulement du volume de marchandises et de services. En 1944, les dépenses des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux constituent 45 p.c. de la dépense nationale brute, alors que les seules dépenses de guerre du Fédéral en forment 39 p.c. A mesure que les dépenses de guerre diminuent, se pose le problème suivant: la demande effective augmentera-t-elle suffisamment dans les autres secteurs, sous forme de dépenses du consommateur, placements des particuliers et exportations, pour contre-balancer la réduction des dépenses du gouvernement? Ceci est d'importance capitale pour le maintien de l'embauchage intégral. Dans l'interprétation de ces chiffres, il ne faut jamais oublier qu'ils mesurent la hausse des prix aussi bien que l'augmentation du volume physique des marchandises et des services.

**Paiements de revenu personnel.**—Les paiements de revenu personnel (tableau 5) se définissent la somme de revenu effectivement versée aux particuliers au Canada. Ils ne représentent pas le même total que le revenu national net au coût des facteurs de production, mais ils s'y rapportent directement. D'une part, s'ajoutent certains revenus reçus par des particuliers, revenus qui ne représentent pas des paiements pour la production de marchandises et de services et sont, en conséquence, exclus du revenu national net au coût des facteurs. Ce sont des transferts de fonds des gouvernements et établissements commerciaux aux particuliers tels que le secours direct et agricole, les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage, les bénéfices des fonds de pension du gouvernement et des industries et l'intérêt sur la portion de la dette publique qui n'a pas été utilisée pour le financement des biens immobiliers. Il est admis que l'intérêt payé sur la dette publique, encouru pour le financement de biens immobiliers existants, représente un paiement pour services courants de production. Cette portion est donc incluse dans le revenu